



REOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER)

ETUDE DE CAS PROGRAMME PAYS MADAGASCAR

Direction: Benoît Thierry, Chargé de Programme FIDA
Rédaction:

Anne-Sixtine VIALLE-GUERIN – Institut Supérieur Technique d'Outre Mer
Septembre 2008

Cadre général de la filière légumes sur la région Itasy

Introduction > diapos 2 à 4

De par sa position géo-stratégique intéressante et ses propriétés édaphiques adaptées (entre autres des sols volcaniques fertiles), la région Itasy a souvent été déterminée comme région à vocation agricole, grenier alimentaire pour les marchés d'Antananarivo. Les productions agricoles concernent tant les bases du régime alimentaire malgache (riz, manioc, pomme de terre) que les légumes ou autres céréales (maïs, oignons, haricots, tomates) ou encore les cultures de rente telles que le café¹. Cependant, victime de son succès, la région compte également une densité humaine parmi les plus importantes en milieu rural sur Madagascar et doit coupler les interactions entre agriculture et population.

1_ Source: *Elaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire d'Itasy*. SAGE. Avril 2008.

Ainsi, d'après le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire d'Itasy (SRAT), on peut effectuer un zonage de la région en 5 sous-territoires:

- Un premier sous-territoire, sur le Sud-Ouest de la région, considéré comme un espace de développement agricole, propice à la culture pluviale (maïs et manioc) et orienté vers la culture industrielle, où la majeure partie de l'espace a déjà été mise en valeur, ne laissant que peu d'opportunités pour l'installation de grands aménagements agricoles;
- Un second sous-territoire, sur toute la partie Ouest de la région, considéré comme espace de dynamique, d'accueil et de développement agricole, avec la présence notable de cultures maraîchères mais également d'une stratégie de polyactivité rurale, de fortes opportunités pour le tourisme (Analavory, Ampefy) et des filières en plein essor comme le café ou émergentes comme les huiles essentielles (sur Andolofotsy);
- Un troisième sous-territoire, sur la partie centrale, considéré comme espace rural en reconversion, où l'on peut noter la prédominance de la riziculture, et de façon sporadique de cultures vivrières, mais où l'agriculture fait preuve d'innovations technologiques [à vérifier];
- Un quatrième sous-territoire, sur l'Est, espace de dynamique urbaine et de paradoxe de par sa proximité avec la région de la capitale, où la culture maraîchère et la polyculture sont majoritaires, ce que l'on explique aisément par les fortes interactions existantes avec Antananarivo;
- Enfin, un cinquième et dernier sous-territoire, composé de grands massifs montagneux et qui se répartit sur toute la région, délimitant de façon naturelle les sous-territoires évoqués précédemment, notamment le sous-territoire 3. Si la topographie est faiblement appropriée au développement des cultures, la fertilité due en grande partie aux anciennes activités volcaniques offre néanmoins des exceptions en terme d'aménagement.

Ce zonage peut comporter des failles puisqu'il ne prend en compte que les spécificités géographiques du territoire. Ainsi, à titre d'exemple, s'il est vrai que la culture du maïs s'étend essentiellement sur le Sud-Ouest, donc sur le sous-territoire 1, on retrouve néanmoins des extensions sur le sous-territoire limitrophe, dont les productions ne se destinent pas nécessairement à une culture industrielle, mais peut-être plus à l'alimentation du bétail. Cependant, par souci de simplicité de traitement des données, on conservera cette subdivision, en la nuancant toutefois lorsque cela s'avèrera nécessaire.

Par ailleurs, la principale observation que l'on peut émettre concerne les lieux de production des fruits et légumes. Ceux-ci se sont essentiellement développés le long de l'axe RN1 et, dans une moindre mesure, le long de l'axe RN43, ce que l'on peut aisément expliquer par le très bon état de ces deux infrastructures routières, indispensable pour l'acheminement effectif des productions vers les grands centres de distribution.

D'autre part, la riziculture s'est principalement développée sur les parties Nord et Sud de la région, parties qui restent plus difficiles d'accès mais qui offrent des bas-fonds fertiles, ainsi que quelques potentialités hydriques, notamment du côté de Soavinandriana. Ainsi, une multitude d'opportunités commerciales s'offrent pour les différents acteurs de la région, vu sa localisation.

Enfin, si l'on s'intéresse à la production régionale en tant que telle, on peut constater la prédominance de la riziculture avec un volume de production pour l'année 2004 de 194.787 tonnes (riz irrigué et pluvial), suivi par le manioc (174.813 tonnes) et dans une moindre mesure le maïs (50.081 tonnes), la pomme de terre (48.570 tonnes) et la tomate (25.237 tonnes), le haricot étant loin derrière, avec une production de 10.244 tonnes². Bien que ces données mériteraient d'être actualisées, on peut déjà faire ressortir un premier constat: la production légumière ne tient qu'une place relativement faible au sein de l'économie agricole régionale.

² Source: Plan Régional de Développement Itasy. Avril 2005.

En adéquation avec le Plan Régional de Développement (PRD), les sous-filières priorisées dans la région Itasy concernent la pomme de terre, dont le district-pilote se situe sur Arivonimamo, et le haricot, dont le district-pilote concerne Soavinandriana. Les différentes rencontres effectuées avec les acteurs ont permis de cerner une problématique commune, à savoir comment optimiser les circuits de distribution de ces deux productions légumières. De plus, les principaux besoins recensés concernent l'accès à des intrants de qualité, que ce soit pour les semences, l'engrais ou les produits phytosanitaires. On peut dès lors se demander si l'optimisation des circuits de distribution est corrélée à l'optimisation des techniques de production. Après avoir donc étudié les rentabilités économiques de différentes productions présentes sur la région et comprendre ainsi l'intérêt de développer ces deux sous-filières, on essaiera de développer les points à améliorer dans les techniques de production afin d'assurer une meilleure qualité de production, et voir en quoi cette dernière peut assurer l'optimisation des circuits de distribution.

Il a semblé par ailleurs intéressant de comprendre les stratégies adoptées pour les autres sous-filières légumières, notamment la tomate et le haricot vert. Ainsi, la dernière partie sera consacrée à l'étude de deux exemples sur des partenariats effectifs et permettra de mieux appréhender les contraintes que l'on peut rencontrer dans le cadre des circuits de commercialisation, pour des productions bien spécifiques mais que l'on peut généraliser à l'échelle régionale.

1. Haricot et pomme de terre: pertinence de développer les deux sous-filières > diapos 5 à 10

D'après la corrélation établie entre deux sources de données, d'une part le Plan Régional de Développement de la Région Itasy (Avril 2005) et d'autre part l'Etude de Préparation du projet BVPI³ (réalisée par le bureau d'études Horus en Décembre 2005 et s'étant appuyée de la source précédente), on a pu mettre en relation le revenu théorique assuré aux producteurs sur deux des trois districts d'intervention de PROSPERER sur l'Itasy, et ce pour une superficie fixe donnée.

1.1. Analyse de rentabilité économique > diapos 5 à 9

1.1.1. Méthodologie d'approche

Dans la plupart des productions maraîchères, on peut établir une typologie des exploitants selon 3 catégories: *(i)* les petits exploitants, majoritaires, dont les superficies de mise en culture ne dépassent pas 0,2 ha; *(ii)* les exploitants moyens, dont les superficies sont comprises entre 0,2 et 1 ha et *(iii)* les gros exploitants, que l'on retrouve en une proportion infime, dont les surfaces d'exploitation sont supérieures à 1 ha et atteignent généralement 2 à 3 ha. Ainsi, dans les simulations de rentabilités économiques des différentes productions, il a semblé plus judicieux de se

3 Bassins Versants et Périmètres Irrigués. Projet financé par la Banque Mondiale et intervenant sur 11 des 51 communes de l'Itasy, en plus d'autres régions.

concentrer sur les acteurs que l'on retrouve en proportion majoritaire, à savoir les petits exploitants. La superficie-type donnée concerne donc 0,1 ha. Ainsi, le tableau aborde un aspect purement théorique, puisque, si l'on se base sur l'exemple de la main-d'œuvre, celle-ci ne touche que la famille, la main-d'œuvre salariale étant utilisée pour une superficie minimale de 0,3 ha dans la plupart des productions. Les données estimatives se basent sur un salaire agricole moyen de 2000 Ar/jour, salaire qui n'est pas « physiquement » observable, les exploitants ne percevant la rémunération de leur travail que lorsqu'ils ont pu écouler leurs productions. Néanmoins, on a généralisé ces données sur les différentes productions afin d'analyser leur rentabilité à partir d'un socle commun, même si celui-ci diffère quelque peu dans la réalité.

D'autre part, il a été constaté la prédominance de la monoculture, surtout dans un souci de commercialisation des productions. Evidemment, on retrouve d'autres cultures sur les parcelles, mais en quantités négligeables et destinées en quasi-totalité à l'autoconsommation. Ainsi, dans les hypothèses de départ, on a conjecturé 0,1 ha de parcelle à vocation mono-productive.

1.1.2. Analyse des produits d'exploitation > diapos 5 et 6

L'étude, menée sur les principales potentialités agricoles de la région, concerne 6 productions: (i) le riz, à la fois en irrigué et en pluvial, (ii) le maïs, (iii) le manioc, (iv) la pomme de terre, (v) le haricot⁴ et (vi) la tomate.

La première constatation que l'on peut émettre concerne les rendements, qui peuvent s'avérer fort disparates d'un district à l'autre. Ainsi, les disparités les plus importantes concernent la pomme de terre et, dans une moindre mesure, la tomate. Pour le haricot, on peut noter un rendement sensiblement identique. En terme de chiffres, la pomme de terre a un rendement de 5,9 tonnes/ha pour le district d'Arivonimamo et de 17,27 tonnes/ha pour celui de Soavinandriana. La tomate quant à elle a un rendement de 12,76 tonnes/ha pour le district d'Arivonimamo et 20,5 tonnes/ha pour Soavinandriana.

Pour le haricot, les rendements s'élèvent à 1,07 et 0,96 tonnes/ha respectivement pour les districts d'Arivonimamo et Soavinandriana.

On peut imputer ces différences de rendements à plusieurs facteurs; d'une part, les conditions édaphiques propres à chaque zone de production (présence de terres volcaniques sur le district de Soavinandriana, propice au développement de certaines cultures comme la pomme de terre), et d'autre part l'utilisation plus ou moins développée du machinisme et des intrants agricoles, qui conditionne directement l'intensification des systèmes de production. Ainsi, à titre d'exemple, sur la commune d'Imerintsiatosika, 30% des producteurs de tomates possèdent une charrue. Les systèmes d'utilisation partagée du matériel agricole ne sont que très faiblement développés et ne sont réels que lorsque les individus entretiennent des liens spécifiques, type familial/amical ou associatif.

La seconde observation que l'on peut relever a trait aux prix de revient aux producteurs. Les données utilisées ont réalisé une moyenne des prix d'achat, ne mettant pas en lumière les variations importantes que l'on peut rencontrer au fil des saisons mais aussi des lieux de production et du poids des acteurs dans les négociations selon leur appartenance à une quelconque forme de structuration. Pour prendre un exemple, le prix de vente moyen attribué à la pomme de terre sur le district

4 On entend par haricot le haricot blanc sec. Lorsqu'il s'agit du haricot vert, celui-ci sera spécifié pour éviter toute confusion.

d'Arivonimamo s'élève à 150 Ar/kg en moyenne. Cependant, d'après les données récoltées sur la commune-type d'Andranomiely, dans le sud du district, les prix peuvent varier selon les saisons, de 50 à 300 Ar/kg. La moyenne ne prend pas en compte les quantités de production sur chaque cycle de culture; les données ne sont fiables que dans une certaine mesure et méritent un approfondissement, que l'on réalisera à partir des données de chaque commune-type.

Ainsi, à partir de ces deux données théoriques, on a pu déterminer les revenus théoriques dégagés par les exploitants de chaque production pour une superficie de 0,1 ha, résumés dans un graphique. L'analyse de celui-ci met en exergue le surplus de valeur dégagé par la production de tomates, ce que l'on explique aisément par le caractère périssable du produit ainsi que le temps consacré à l'entretien de la culture. D'autre part, on peut mettre en évidence un paradoxe sur les cultures de pomme de terre et haricot. En effet, d'après le plan d'actions élaboré par l'EPR Itasy (Equipe PROSPERER Régionale), les districts-pilotes pour les productions de pomme de terre et haricot concernent respectivement Arivonimamo et Soavinandriana. Or, d'après les revenus théoriques aux producteurs observés, les revenus pour la culture de pomme de terre sont plus intéressants dans le district de Soavinandriana; quant à ceux pour la culture du haricot, bien que sensiblement identiques, ils sont légèrement supérieurs pour le district d'Arivonimamo. Cette contradiction s'explique aisément par les potentialités que le Programme cherche à promouvoir. En effet, il ne suffit pas de tenir compte des rendements observés, mais des superficies cultivables; si la pression foncière est à son comble, les possibilités d'extension des cultures ne semblent que difficilement réalisables. Ainsi, les districts-pilotes sélectionnés par l'EPR Itasy se sont basés sur le caractère extensif des cultures.

1.1.3. Analyse des charges d'exploitation > diapos 7 à 9

Afin de coller au plus près de la réalité-terrain, on a choisi de concentrer chaque production sur une commune-type. On a donc obtenu: (i) pour la tomate, la commune d'Imerintsiatosika; (ii) pour la pomme de terre, la commune d'Andranomiely, commune d'intervention du Programme et (iii) pour le haricot, la commune d'Ankaranana, commune d'intervention du Programme. En ce qui concerne le riz, le maïs et le manioc, on est parti du principe que ces productions n'avaient pas d'interactions directes avec la filière *Légumes*, puisque de toute façon développées par les paysans dans leurs stratégies de diversification; ces dernières ne seront donc pas développées dans la suite de l'étude.

Les infrastructures de conditionnement/stockage étant très faiblement représentées, on a supposé que sur la totalité de la production par cycle, tout était consommé et/ou vendu, et qu'il n'y avait donc pas de spéculation, les parts d'autoconsommation et de vente étant relatives à chaque commune-type⁵. De plus, on a pris le prix moyen d'achat au producteur couplé aux quantités de production pour chaque période de culture. Cette combinaison de données nous permet d'obtenir les entrées du compte d'exploitation.

D'autre part, et ce afin de travailler sur une base commune, on a tenu compte des mêmes facteurs inhérents aux sorties des comptes d'exploitation. Ainsi, les critères retenus concernent: (i) les

5 Les quantités de production notées dans les tableaux ne concernent donc que celles destinées à la vente. Il est à noter que pour la tomate, les données proviennent de l'union Mami III (cf. Partie III), et que la totalité de la production est destinée à la vente. Pour la pomme de terre sur Andranomiely, seul 1% de la production est destiné à l'autoconsommation. Quant au haricot sur Ankaranana, les données récoltées sur le terrain mettent en exergue le stock des productions (relativement aisé compte-tenu des propriétés de la production), d'où une revente à un prix intéressant.

intrants, *(ii)* la main-d'œuvre, *(iii)* les charges diverses et *(iv)* l'amortissement annuel du matériel. La marge nette ainsi obtenue a permis de déterminer un seuil de rentabilité pour chaque production.

A partir de ce seuil de rentabilité, on a cherché à déterminer la production minimale requise pour l'atteindre, c'est-à-dire pour une marge nette (total entrées – total sorties) nulle. On a donc proposé un modèle mathématique sur la base de deux équations à deux inconnues, avec, cependant, 2 hypothèses: *(i)* la première suppose une production annuelle fixe et *(ii)* la seconde un prix minimum et un prix maximum fixes. Le modèle a donc ses limites puisqu'il ne retranscrit qu'une photographie de l'exploitation à un instant donné et qu'il ne tient pas compte des prix de vente intermédiaires. On obtient néanmoins le modèle suivant:

Soit X la quantité minimale de production requise pour un prix de vente au plus bas

Soit Y la quantité minimale de production requise pour un prix de vente au plus haut

$X + Y = \text{Production annuelle}$

$aX + bY = \text{Total Sorties (pour marge nette nulle)}$

Avec:

a: prix de vente au plus bas

b: prix de vente au plus haut

On peut remarquer qu'en ce qui concerne l'exploitation-type de la pomme de terre, les quantités effectivement constatées sont relativement proches du modèle théorique, puisque la production pour un prix de vente au plus bas est 3% supérieure à la production minimale théorique, et celle pour un prix de vente au plus haut est 5% inférieure à la production minimale requise. Ce qui induit également que les potentialités de développement, notamment à court terme, sont envisageables et relativement faciles à mettre en œuvre, tout du moins d'un point de vue agro-économique.

1.2. Situation des débouchés des productions⁶ > diapo 10

La mission effectuée par les membres de la délégation Agrisud Itasy concernait le marché d'Anosibe (Antananarivo), de communes urbaines telles que Analavory et Imerintsiatosika, de marchés de la région du Bongolava et de marchés de communes rurales isolées et difficilement accessibles. Sur les productions étudiées (riz, maïs, ananas, papaye, tomate et pomme de terre), on ne retiendra que les deux dernières pour les besoins de la présente étude. On peut cependant noter que, pour le maïs, les prix les plus intéressants se situent d'août à décembre, de 450 à 550 Ar/kg pour les marchés de l'Itasy et de 630 à 770 Ar/kg pour les marchés en détail sur la capitale. En ce qui concerne le riz, la production de contre-saison est intéressante, mais ce sont surtout les périodes d'épuisement qui assurent le meilleur prix de vente, notamment en février et en novembre, avec des fourchettes de prix comprises entre 550 et 845 Ar/kg (février) et 600 à 850 Ar/kg (novembre).

Pour la production de tomates, les données sont issues de plusieurs sources, telles que le SIEL (Système d'Information Economique sur les Légumes), l'union Mami III (cf. III^{ème} partie) et les vendeurs rencontrés. La première constatation que l'on peut émettre concerne les périodes d'abondance de productions, d'août à décembre. De janvier à mars, la raréfaction des productions entraîne indéniablement une hausse des prix. Si, de façon générale, les prix sur le marché d'Anosibe restent les plus élevés (moyenne de 12330 Ar/caisse pour les productions issues d'Imamo et 9071 Ar/caisse pour celles d'Ambaniandrefana), on peut néanmoins remarquer que les prix rencontrés sur les marchés du Bongolava deviennent plus intéressants que ceux des productions d'Ambaniandrefana à partir de juillet, c'est-à-dire au moment de l'abondance des produits. Quant au

6 D'après mission ANDRIAMALALA Stephan, Délégation Agrisud Itasy (15 au 26 Octobre 2008).

marché d'Analavory, c'est sur ce lieu que les productions ont un prix de vente au plus faible, en moyenne 4844 Ar/caisse. Sur Imerintsiatosika, lieu de production des tomates, il n'est pas très intéressant d'écouler ses productions, et les marchés d'Antananarivo sont suffisamment proches pour créer une valeur ajoutée plus intéressante.

Pour la production de pommes de terre, on a pu constater que, sur le marché d'Anosibe, les productions issues d'Analamanga sont présentes des mois de septembre à novembre, pour un prix de vente dégressif (de 430 à 310 Ar/kg). Sur le reste de l'année, ce sont les productions du Vakinankaratra et de l'Itasy qui assurent l'approvisionnement du marché, pour un prix compris entre 330 Ar/kg (décembre) et 560 Ar/kg (mai). Sur les autres marchés, les mois d'août, septembre et octobre sont les plus intéressants en terme de prix puisque c'est la période de semence. Les prix sont donc compris entre 325 Ar/kg (octobre sur les marchés difficilement accessibles) et 450 Ar/kg (septembre sur Imerintsiatosika). En moyenne, on remarque que les prix de vente sont d'autant plus intéressants que le lieu de vente est facile d'accès. Ainsi, sur les communes rurales fortement isolées, le prix moyen du kg de pomme de terre revient à 247 Ar; il est de 277 Ar sur les lieux plus accessibles et atteint 359 Ar sur le marché d'Imerintsiatosika. C'est sur Anosibe qu'il atteint le sommet, pour un montant au kg de 430 Ar.

2. Optimisation des circuits de distribution > diapos 11 à 16

La première interrogation que l'on peut soulever dans cette partie est la façon de savoir comment optimiser les circuits de distribution. En effet, il paraît plus judicieux de travailler sur une sorte d'indicateur parallèle, puisque les circuits de distribution regroupent les filières amont et aval. Or, PROSPERER cherche avant tout à appuyer le circuit aval des sous-filières sélectionnées.

On est donc parti de l'hypothèse que l'optimisation des circuits de distribution était étroitement corrélée avec l'optimisation des circuits de commercialisation. En fait, les circuits de commercialisation permettent d'approcher la filière de manière globale, puisque les techniques-mêmes de production peuvent impacter directement les sous-filières aval. *A contrario*, les circuits de distribution vont surtout se concentrer sur l'acheminement des productions, et dans le cas présent, ce n'est pas cette approche qui s'est révélée la plus pertinente.

Ainsi, 5 points ont été retenus pour l'optimisation des circuits de commercialisation, à savoir: *(i)* la qualité de production; *(ii)* les techniques de transformation; *(iii)* la gestion des stocks; *(iv)* la reconnaissance du travail et *(v)* la communication entre les acteurs et auprès des consommateurs.

2.1. Qualité de production > diapo 11

Incontestablement, la qualité de production aura un réel impact sur la mise en place de normes, et ce sur 3 points qui semblent primordiaux:

- le calibrage des productions, permettant de dégager une plus forte valeur ajoutée pour les produits les plus intéressants;

- le conditionnement, afin de garantir une qualité optimale et de s'affranchir des contraintes empiriques, rendant le produit peu agréable à regarder, voire à déguster;
- la durée de conservation, pour assurer une meilleure homogénéisation temporelle dans l'accès des consommateurs aux productions.

Pour ce faire, on peut travailler au niveau de la production sur deux points: d'une part, l'utilisation de variétés plus performantes, d'un point de vue agronomique (affranchissement des contraintes de maladies, rendement plus intéressant, meilleure adaptation à l'environnement général, etc.), et d'autre part, l'optimisation des itinéraires culturels, notamment par un accès amélioré aux engrais et produits phytosanitaires.

Dans tous les cas, il apparaît comme irrecevable de ne pas inclure le consommateur dans l'adoption à la démarche normative; ainsi, la communication auprès de celui-ci sera sans doute un point fragile mais primordial pour la réussite de celle-ci.

2.2. Techniques de transformation > diapo 12

Les techniques de transformation, propres à chaque culture, sont peut-être plus développées en ce qui concerne la pomme de terre. En effet, l'on pourra trouver la purée, les chips, les flocons déshydratés, mais aussi éventuellement la transformation en frites, ultérieurement congelées et acheminées vers les grands centres de distribution. Certaines de ces transformations nécessitent un processus industriel coûteux à mettre en place. C'est pourquoi, il paraît intéressant, tout du moins dans un premier temps, de travailler en partenariat avec les centres agroalimentaires, nécessitant des matières premières parfois difficiles à récolter sur un même lieu du fait de l'absence de plateformes ou de groupements fonctionnels. On peut d'ores et déjà remarquer que cette composante nécessitera la réhabilitation des RIP (Routes d'Intérêt Provincial) afin de développer le réseau routier et d'assurer un approvisionnement régulier.

D'autre part, il sera intéressant d'étudier les potentialités de mise en relation des producteurs (sous forme de groupements ou de façon individuelle, selon les volumes de transaction commerciale et les facilités d'échanges) avec les restaurateurs, voire les infrastructures hôtelières, à initier selon le PRD⁷ pour la région Itasy.

On peut par ailleurs réfléchir aux pistes d'actions de transformation envisageables dans un processus artisanal, ou semi-industriel. Cette alternative pourrait s'avérer être un bon compromis avant de travailler sur des structures plus importantes, tout en favorisant les initiatives individuelles des MER. Toujours sous réserve de respecter les normes sanitaires afin de garantir une qualité optimale, la purée par exemple, qu'elle concerne la pomme de terre ou le haricot, peut être un bon moyen de dégager une valeur ajoutée intéressante, en tenant compte de la spécificité éventuelle du produit (addition d'épices, exhausteurs de goût, utilisation de produits régionaux, etc.). Cependant, il faut rester vigilant à la satisfaction des besoins ou envies du consommateur.

Mais dans un premier temps, les techniques de conditionnement et/ou stockage semblent être les plus appropriées aux besoins exprimés par les MER. Celles-ci sont à corréliser avec la qualité de production (relation bijective) mais auront également un impact sur les prix de vente des productions, dans le cas d'une « spéculation » autour des productions recherchées par le

7 PRD: Plan Régional de Développement. Rédigé en avril 2005.

consommateur.

2.3. Gestion des stocks > diapo 13

Comme on l'a vu précédemment, la gestion des stocks est probablement le premier pas à franchir avant de s'attaquer aux processus industriels de production (dans le cas d'initiatives individuelles de MER). Cette gestion aura sans conteste le double avantage d'uniformisation des prix, impactant les prix de vente des productions, mais aussi une meilleure appréhension de la période de soudure, en raison d'un meilleur étalement de mise sur le marché des productions, éventuellement aussi d'une capacité de conservation plus longue en vue de l'autoconsommation. Cependant, la vision à court terme centrée sur l'assurance d'une autoconsommation doit rester qu'un moyen pour parvenir à une meilleure circulation des productions sur le marché, dans l'optique de correspondre aux objectifs de PROSPERER.

Cependant, il est à noter que l'assurance d'une bonne gestion des stocks va indubitablement passer par le développement d'infrastructures aptes à recevoir/transformer les produits réceptionnés. En plus des bâtiments en dur, il faudra également compter sur l'installation de points d'eau potable, notamment pour le lavage des produits agricoles, mais aussi l'accès à un système d'électrification⁸, dans l'optique par exemple d'une fermeture hermétique de sachets de produits transformés. A titre d'exemple, et en adéquation avec la demande des consommateurs il serait intéressant d'étudier la mise en sachet de quartiers de pommes de terre déjà épluchées. Ce processus de transformation/conditionnement va nécessiter la mise à disposition de forages d'eau potable (lavage des pommes de terre), des salles pour les coupes et l'électricité pour faire fonctionner la machine à fermeture hermétique (système de résistance qui fait fondre le plastique des sachets).

Il faudrait également tenir compte de toute la partie étiquetage/marketing afin d'assurer la traçabilité du produit (dans le cadre de la mise en application des normes relatives à cette dernière) mais aussi de promouvoir la qualité de présentation du produit fini.

2.4. Reconnaissance du travail > diapo 14

La reconnaissance du travail est l'une des principales contraintes à laquelle on se retrouve confronté aujourd'hui sur Madagascar quant au développement économique des MER, et cela pour toutes les filières agricoles. La filière *Légumes* sur la région Itasy ne fait donc pas exception à la règle.

Théoriquement, le salaire agricole journalier est de 2000 Ar, déjeuner compris. Cependant, la typologie effective des MER met en relief la forte utilisation de la main-d'œuvre familiale, notamment pour les MER naissantes, les plus vulnérables, majoritaires dans le secteur agricole (en moyenne, supérieures à 80%, comparativement aux deux autres typologies de MER, *i.e* à potentiel et en croissance⁹). Ainsi, sa valorisation reste faible, voire inexistante. Cependant, d'après les

8 D'après la mission d'élaboration du PTBA 2009, une combinaison avec une centrale hydro-électrique serait envisageable dans le cadre d'adduction en eau et d'électrification.

Source: Mission d'élaboration du PTBA 2009, du 03 au 07 Novembre 2008. Antsirabe.

9 Sources croisées, *Analyse de la filière Pomme de terre sur la région Itasy*. H. VESTALYS, M.S.

comptes d'exploitation développés dans la première partie de cette étude, on a pris en compte les temps de travail comme des salaires à part entière (toutefois, sans tenir compte du prix du repas délivré). Les comptes conservant un aspect purement théorique, on peut néanmoins remarquer que la pomme de terre et le haricot sont, à l'heure actuelle, deux sous-filières capables de rémunérer la main-d'œuvre familiale (marge nette positive). D'autre part, vu le caractère physique que l'activité revêt, un salarié agricole ne consacre pas une journée de travail entière dans le champ mais, de manière générale, 4 heures, concentrées sur la matinée. Ainsi, si l'on part du principe qu'une journée de travail équivaut à 8 heures, un salarié agricole dispose de 4 heures supplémentaires pour la diversification de ses sources de revenus. Ces 4 heures, actuellement mise à profit sur d'autres activités, pourraient se concentrer, en adéquation avec la demande des bénéficiaires, sur la dispense de formations, techniques, économiques, comptables, etc. Mais également toucher la transformation, point évoqué ci-dessus.

Concernant la place de la femme au sein des activités pour les sous-filières *Pomme de terre* et *Haricot*, et de manière générale pour les filières agricoles, il a été démontré une étroite corrélation entre le degré de développement de la MER et la place de la femme dans l'activité. Ainsi, plus une MER est considérée comme vulnérable, plus la place de la femme au sein de l'activité est prépondérante. Comme nous avons pu l'évoquer plus haut, plus de 80% des exploitations agricoles concernent cette typologie. La place de la femme est donc dominante.

Bien que celle-ci soit révélatrice d'une vulnérabilité accrue, on peut néanmoins tenter d'inverser cette tendance tout en conservant une approche-genre. En effet, les travaux « lourds » notamment le labour, est traditionnellement réservé aux hommes, considéré comme « trop physique » pour les femmes. Mais toute la partie Entretien et Récolte leur est assignée, demandant une plus grande précision¹⁰. On pourrait donc penser à appuyer cette tentative d'approche-genre, voire l'améliorer, afin d'intégrer les femmes à part entière dans le développement du secteur agricole. De plus, cette reconnaissance pourrait, à terme, appuyer les efforts de communication entrepris pour le développement des deux sous-filières.

2.5. Communication entre les acteurs et auprès des consommateurs

> diapos 15 et 16

Si, on l'a vu précédemment, la communication auprès des consommateurs peut être supportée par la mise en place de normes, elle doit également être accentuée par les producteurs, regroupés ou non au sein d'une association/union/coopérative... En effet, par des échanges entre ces deux entités, on peut envisager une meilleure compréhension mutuelle quant aux attentes et besoins de chacun. D'autre part, cette communication « externe » peut se faire par le biais de plateformes-faîtières, par exemple la VMLTI (*Vovonana Mpandrindra Lalam-pihariana Tsaramaso Itasy*, littéralement *Comité de Coordination de la filière Haricot sur la région Itasy*), plateforme-faîtière pour le haricot dans la région Itasy. A l'heure actuelle, bien que celle-ci soit physiquement présente, le dynamisme de ses membres est relativement restreint. Néanmoins, dans un souci d'inclusion participative, l'équipe PROSPERER Itasy a signé une convention de partenariat tripartite (avec les Maires des communes concernées) sur le recensement des MER de la sous-filière.

ANDRIANARIVELO ANDRIATOAVINA. FAO/FIDA. 2007. Et entretiens auprès des communes d'Andranomiely (d. Arivonimamo) et Ankaranana (d. Soavinandriana), Septembre 2008.

10 Source informelle, recueillie auprès de plusieurs exploitants masculins.

Si l'on souhaite se pencher sur la création de plateformes telles que la VMLTI, on constate rapidement que la principale difficulté réside dans le fait que la filière n'est pas totalement représentée¹¹, les opérateurs économiques étant bien souvent extérieurs à la région ou en situation de monopole lors des phases de collecte, et le souci régional se basant surtout sur le poids des producteurs dans les négociations sur les prix d'achat. Cependant, l'idée de regrouper tous les acteurs permettrait, par la même occasion, de favoriser la communication interne, *i.e* la communication au sein-même des acteurs, et ce, pour plusieurs avantages, notamment:

- La facilitation de l'accès à l'information commerciale;
- Le développement d'un système de « concurrence parfaite », puisque tous auraient accès aux mêmes informations sur une même période considérée;
- La promotion des échanges de savoir-faire, impactant à terme les qualités de production.

3. Des potentialités de partenariat à travers un exemple régional > diapos 17 et 18

Il est important de noter au préalable que l'exemple choisi ne s'applique pas directement aux productions concernées, à savoir le haricot sec et la pomme de terre. Cependant, l'association Mami III permet de concrétiser la volonté de structurer les organisations de producteurs, et ce afin d'optimiser son poids sur le marché national.

Un exemple de regroupement de producteurs fonctionnel: l'association Mami III sur Imerintsiatosika (district d'Arivonimamo)¹² > diapos 17 et 18

L'association Mami III (*MAlagasy MIhoitra, MAmboly sy MIompy, MIjoro amin'ny Mangarahara*, que l'on peut traduire par *la Vision d'un peuple audacieux sur l'agriculture et l'élevage, dans la transparence*) est une fédération de groupements de producteurs de tomates sur les communes d'Imerintsiatosika et Arivonimamo II. Celle-ci a vu le jour en novembre 2005 avec, initialement, 10 associations sur Imerintsiatosika et 2 sur Arivonimamo II et répondait à deux besoins: (i) fortifier les associations déjà existantes afin de faciliter les partenariats avec les différents programmes de développement et (ii) faciliter les accès aux intrants et produits phytosanitaires. Son extension depuis sa création touche aujourd'hui 174 producteurs ainsi qu'une nouvelle association de groupement de producteurs sur Imerintsiatosika. La présence des jeunes et des femmes est notable, puisque 60% des acteurs ont moins de 30 ans, et parmi eux, la plupart sont des femmes. D'autre part, 15% des acteurs sont des femmes adultes.

Toute la production des associations est destinée à la vente, dont la répartition s'effectue comme suit: une vente groupée a lieu pour les marchés d'Antananarivo et de province (à hauteur respective de 96 et 3%) et une vente individuelle sur le marché d'Imerintsiatosika est possible, à hauteur de 1%.

Par rapport aux éventuelles concurrences rencontrées sur les marchés, les tomates proviennent principalement d'Alaotra, Antsirabe, Mahitsy et la région de Vakinankaratra, mais

11 Il est à noter que M. RAZAFIMANDIMBY Jules, trésorier de la VMSL (plateforme Soie) est également membre de la VMLTI, de par son rôle de vice-président de l'Espace-Echanges d'Analavory, ce qui élargit les différents corps de métiers enregistrés dans la VMLTI.

12 Source: D'après entretien avec M. RAKOTOARIMANANA Pierre, président de l'association Mami III. Imerintsiatosika, 15 Octobre 2008.

seule Itasy peut proposer des tomates en continu sur l'année, étant la seule région productrice pendant la saison des pluies. Ainsi, la concurrence s'avère relativement limitée.

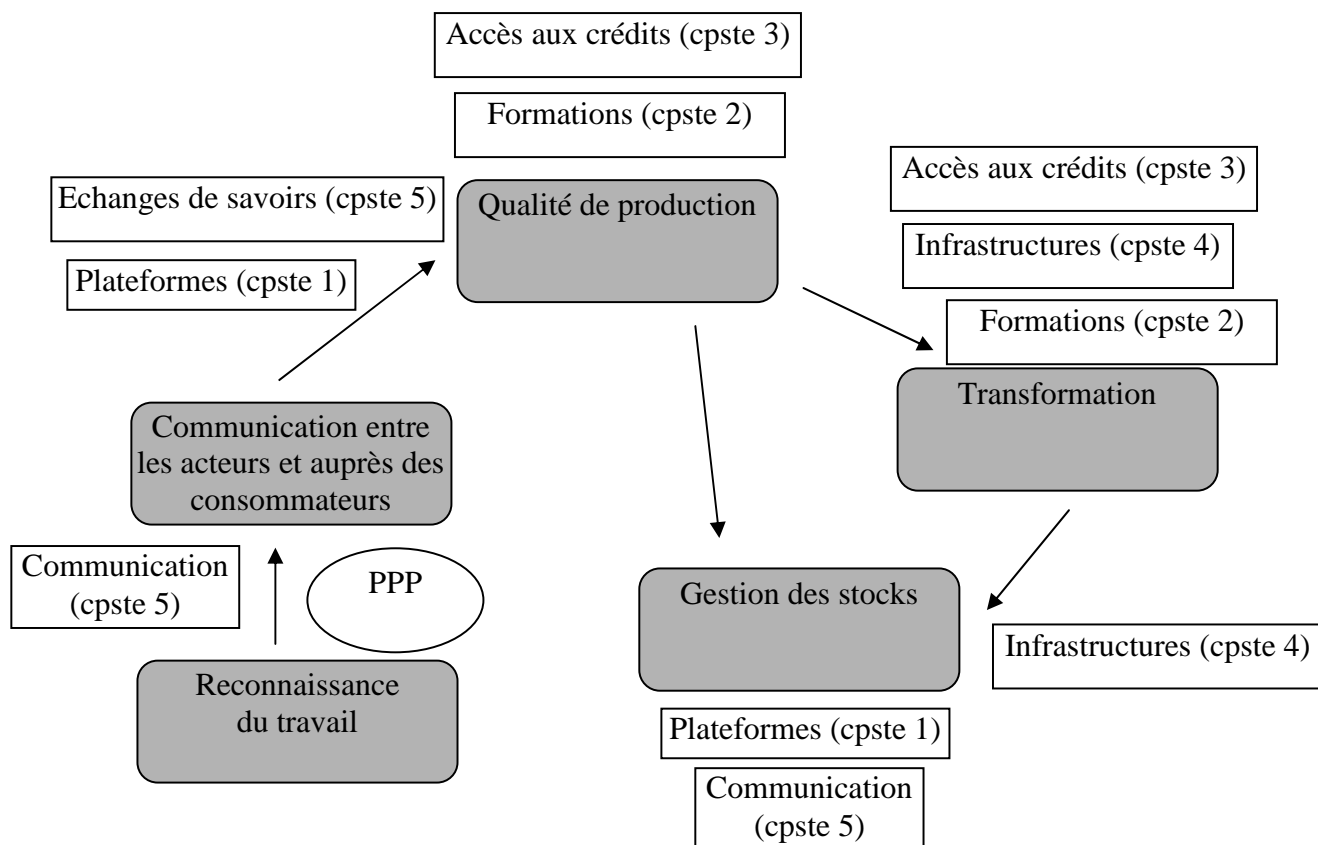
La collecte s'effectue sur Imerintsiatosika même; les producteurs se retrouvent sur le marché pour regrouper les productions, qui seront ensuite acheminées vers les différents points de vente. Par ailleurs, un point de vente sur la commune (environ 1 km du centre-ville) devrait s'ouvrir d'ici le mois de novembre et servira également de lieu de stockage afin de faciliter les collectes. D'une surface de 5x7 m², celui-ci devrait pouvoir contenir un volume important et ainsi permettre d'améliorer les facilités de déplacements des producteurs. D'autre part, l'impact sur les prix sera sensible, d'après le président de l'association. Il est escompté une variation de 1000 à 2000 Ar/caisse avec la prochaine ouverture du point de vente. D'autre part, le cycle de culture de la tomate étant de 152 jours/an, la commune a la possibilité d'échelonner ces cycles, tandis que les autres communes n'ont la possibilité de réaliser que 2 cycles/an.

Concernant les perspectives de développement de l'association, le plan d'actions élaboré est effectif jusqu'en juin 2009 et ne se concentre actuellement que sur la production de tomates. Cependant, des perspectives de travail sur les haricots et la pomme de terre ont été envisagées afin de diversifier les activités de l'association. Mais le principal constat que l'on peut noter aujourd'hui est une véritable fidélisation des partenariats, grâce à une communication aussi bien matérielle (par voie d'affichage et radio comme la RTS et Radio Don Bosco) qu'immatérielle (bouche-à-oreille) ainsi qu'un sérieux dans les processus de commercialisation et une régularité dans les approvisionnements.

D'autre part, l'association peut avoir un réel impact sur la commune d'Imerintsiatosika, puisque 70% de ses habitants sont des producteurs. La culture de tomates est donc la seconde activité agricole, après la riziculture. La rentabilité constatée dépend de l'utilisation de techniques appropriées et varie de 20 à 30 tonnes/ha. La main-d'œuvre salariée dépend de la surface cultivée, utilisée à partir d'une superficie de mise en culture supérieure à 10 ares pour 3 salariés. 30 à 40% des producteurs possèdent une charrue et l'association permet l'adoption d'un système type CUMA. De plus, on peut constater une véritable stratégie de poly-activités, la culture de tomates étant couplée avec la culture de patate douce, brède, etc., également en continu sur l'année.

Conclusion > diapo 19

En guise de conclusion, on reprendra le schéma suivant, simplifié sur le support PowerPoint:



Si la qualité de production peut être conditionnée d'une part par les formations reçues, et d'autre part par un accès facilité aux financements, elle impactera directement le volet Transformation, en liaison avec le développement des infrastructures, notamment de conditionnement/stockage, et avec l'appui des plateformes-faîtières, influera sur la gestion des stocks.

D'autre part, la reconnaissance du travail, couplée avec une véritable volonté de partenariat entre les secteurs public et privé et une politique de communication appuyée par PROSPERER, permettra de soutenir les efforts entrepris par les plateformes-faîtières, notamment vis-à-vis de l'aspect Communication entre les acteurs, et de cette façon participer à la mise en place d'un cercle vertueux par le retour à l'aspect Qualité de production.